

## **Déclaration Pompidou-Heath**

*Paris, 21 mai 1971*

I - Le président de la République et le Premier ministre du Royaume-Uni ont eu, en tête-à-tête, des entretiens, les 20 et 21 mai 1971. De son côté, M. Chaban-Delmas a reçu M. Heath le 20 mai 1971.

II - Le président de la République et le Premier ministre britannique ont eu, sur le rôle de l'Europe, dans la perspective de l'élargissement de la Communauté économique européenne, de larges échanges de vues qui ont révélé une grande convergence.

Ils ont exprimé, en particulier, leur volonté de contribuer, par l'élargissement et l'approfondissement de la Communauté, à l'accroissement de la coopération européenne et au développement de politiques spécifiquement européennes, en premier lieu notamment dans le domaine économique et, progressivement, dans d'autres domaines.

III - Sur le fonctionnement et l'évolution de la Communauté, les entretiens ont fait ressortir une entière identité de vues.

IV - Le président de la République et le Premier ministre britannique ont examiné l'ensemble des problèmes économiques, financiers et monétaires susceptibles de se poser du fait de l'élargissement. Ils ont aussi parlé du progrès de la Communauté économique européenne vers l'union économique et monétaire et de ses implications pour les relations monétaires existantes. Le Premier ministre a réaffirmé que la Grande-Bretagne était prête à participer pleinement, et dans un esprit européen, à ce développement. Ces entretiens ont permis d'utiles précisions, qui offriront une base solide pour l'avenir.

V - Le président de la République et le Premier ministre britannique se sont félicités des récents accords intervenus dans le domaine agricole et industriel lors de la conférence d'adhésion entre la Communauté économique européenne et le Royaume-Uni, les 11 et 12 mai, et notamment dans le domaine agricole, sur le problème de la préférence communautaire.

VI - Le président de la République et le Premier ministre britannique considèrent qu'il est souhaitable et possible de parvenir à un accord rapide sur les principaux thèmes de négociation qui sont examinés par la conférence d'adhésion, et notamment les problèmes intéressant la Nouvelle-Zélande et la contribution britannique au financement des dépenses communautaires.

VII - Le président de la République et le Premier ministre britannique ont constaté leur désir commun de régler, dans un esprit positif et dans le respect des droits acquis, les problèmes qui se poseront lors du renouvellement de la convention de Yaoundé. Il conviendrait également de tenir compte de la nécessité de sauvegarder les intérêts des pays qui sont, ou qui pourraient devenir, signataires de cette convention et qui sont largement dépendants des marchés d'une Communauté élargie pour leurs exportations de sucre ou d'autres produits de base.